

Acheteur Public

Bureau Achats - Marchés
Office national des combattants et des victimes de guerre
Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle
Escalier B
CS 70780
75700 PARIS CEDEX 07

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

Objet de la consultation

**MAINTENANCE ET FOURNITURE DE MATERIEL CONCOURANT À
LA SÉCURITÉ INCENDIE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS**

Consultation n°24008

Sommaire

1.	Objet de la consultation	4
1.1.	Périmètre	4
1.2.	Contexte réglementaire	4
1.3.	Obligations du titulaire.....	4
2.	Nature des prestations à réaliser	5
3.	Sites concernés – répartition géographique	5
4.	Intervenants	6
5.	Déroulement des interventions	6
5.1.	Horaires d'intervention	6
5.2.	Contraintes particulières	6
5.3.	Maintenance préventive	7
5.3.1.	Descriptif des opérations de maintenance préventive	7
5.3.1.1.	Système de sécurité incendie	7
5.3.1.2.	Extincteurs et douches portatives de sécurité	8
5.3.1.2.1.	Concernant les appareils à pression auxiliaire.....	9
5.3.1.2.2.	Concernant les appareils à pression permanente.....	9
5.3.1.2.3.	Douches portatives de sécurité.....	10
5.3.1.3.	Portes coupe-feu non asservies à un système de sécurité incendie	10
5.3.1.4.	Couvertures anti-feu	10
5.3.1.5.	Éclairage de sécurité.....	11
5.3.1.5.1.	Bloc autonome d'éclairage de sécurité	11
5.3.1.5.2.	Bloc autonome portatif d'intervention	11
5.3.1.6.	Désenfumage.....	12
5.3.1.7.	Interphonie de sécurité (espace d'attente sécurisé)	12
5.3.1.8.	Poteaux incendie	13
5.3.2.	Programmation des interventions pour la maintenance préventive annuelle	13
5.4.	Maintenance corrective	13
5.4.1.	Intervention de maintenance corrective	14
5.4.1.1.	Intervention non urgente	14
5.4.1.2.	Intervention en urgence	14
5.5.	Rédaction du dossier d'identité du système de sécurité incendie.....	15
5.6.	Complémentarité avec le bureau de contrôle	15
5.7.	Gestion des déchets	15
6.	Livrables, rapports d'intervention, espace de travail en ligne	15
6.1.	Étiquettes	15
6.2.	Registre de sécurité et rapport d'intervention	15
6.3.	Rapport annuel de maintenance.....	16
6.4.	Dossier d'identité du système de sécurité incendie	16

6.5.	Inventaire	16
6.6.	Espace de travail en ligne	18
7.	Fourniture et pose d'équipements neufs.....	18
Annexe 1.	Liste du matériel	19
Annexe 2.	Répartition des lots géographiques et du nombre de matériel à maintenir	27

1. Objet de la consultation

1.1. Périmètre

Le présent accord-cadre couvre les immeubles et les sites relevant du périmètre de l'Office national des combattants et des victimes de guerre situés en France métropolitaine (Corse comprise).

Celui-ci concerne :

- La maintenance préventive et corrective des matériels concourant à la sécurité et à la lutte contre l'incendie ;
- La fourniture et la pose de nouveaux appareils et/ou équipements.

1.2. Contexte réglementaire

Les prestations s'exécutent conformément aux prescriptions des pièces contractuelles du marché. Elles sont soumises en outre à l'ensemble des directives et règlements européens et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles, soit, notamment :

- Le code du travail ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le code de l'environnement ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- Les normes d'application obligatoires.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation inhérente à son activité pour l'exécution du présent marché.

Si les installations, équipements ou appareils cessent d'être conformes à la législation en vigueur (campagne de rappel de produits, modifications réglementaire...), le prestataire, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler au responsable du site et établir un devis détaillé de mise en conformité.

1.3. Obligations du titulaire

Le titulaire a une obligation de résultat dans l'accomplissement de ses prestations.

Le rôle du titulaire consiste à maintenir la pérennité et le bon fonctionnement de ces installations afin de garantir l'efficacité des équipements.

Si le titulaire constate lors de ses visites un danger immédiat pour le personnel, le public ou pour le matériel, il devra en informer immédiatement le responsable du site (soit le directeur du service départemental, le directeur du Haut-lieu de la mémoire nationale, le chef de secteur pour les bases des sépultures de guerre ou le chef du département de l'immobilier, des archives et des services communs pour le siège aux Invalides) et faire figurer ses observations dans le registre de sécurité.

Le titulaire fait son affaire de tout l'outillage, matériel (y compris moyens d'accès en hauteur) nécessaire à l'exécution des prestations. Aucun prêt de matériel ne sera toléré.

Le remplacement des charges des extincteurs / douches portatives de sécurité devra être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

Les pièces détachées, consommables et composants des équipements ayant fait l'objet d'une homologation et/ou certification devront être remplacés par des composants compatibles permettant de conserver l'homologation et/ou la certification. De manière générale, toutes les pièces doivent impérativement être conforme aux prescriptions des constructeurs soit validés directement par ces derniers ou spécifiées comme compatibles.

L'ensemble des déchets devra être géré conformément au paragraphe 5.7.

Le titulaire s'engage à participer à toute demande du chef de l'entité visitée relative à la prévention des risques professionnels (inspection commune préalable, plan de prévention ou protocole de sécurité) tel que prévu aux articles R4511-1 à R4515-11, R4512-1 à R4512-16 et R4515-4 à R4515-11 du code du travail avant toute intervention.

2. Nature des prestations à réaliser

Les équipements concernés sont de toute marque et de tout type :

- Système de sécurité incendie (centrale, déclencheurs manuels, diffuseurs sonores et/ou visuels, détecteurs automatiques d'incendie, déverrouillage des issues de secours) ;
- Extincteurs (eau de 6 ou 9L, poudre de 1-2-3, 6 ou 9kg, CO₂ de 2 ou 5kg) ;
- Douches portatives de sécurité (6 ou 9L) ;
- Couvertures anti-feu ;
- Éclairage de sécurité (bloc autonome d'éclairage de sécurité : d'évacuation et/ou d'ambiance, blocs autonome portable d'intervention) ;
- Dispositifs de désenfumage ;
- Interphonie de sécurité ;
- Portes coupe-feu non asservies ;
- Poteaux incendie.

Les prestations à réaliser concernent :

- La maintenance préventive destinée à assurer le fonctionnement de l'ensemble des équipements, à limiter les défaillances et à prolonger la durée de vie du parc, comprenant *a minima* :
 - Vérification de l'état physique du matériel et examen détaillé en vue d'établir le constat de chaque matériel,
 - Mise en place et renseignements des étiquettes de contrôle, la signalétique, la reprise des fixations murales (y compris supports si nécessaire),
 - Le remplacement des pièces, composants et consommables (y compris le remplacement des batteries) dont le montant est inférieur ou égal à 100€ HT par pièce, hors révision de prix ;
- La maintenance corrective ponctuelle¹ visant à :
 - Remettre en état de fonctionnement les matériels reconnus défectueux ou détériorés ou présentant un dysfonctionnement,
 - Lever les observations émises par notre bureau de contrôle et/ou par la commission communale de sécurité et d'accessibilité pour les établissements recevant du public ;
- La maintenance approfondie pour les extincteurs et douches portatives de sécurité ;
- Le remplacement des équipements dont la date limite d'utilisation est dépassée ou non réparables ;
- La création du dossier d'identité du système de sécurité incendie ;
- La fourniture et l'installation de nouveaux équipements (système de sécurité incendie, extincteurs, douches portatives de sécurité, couverture anti-feu, éclairage de sécurité...) ainsi que le prêt de matériel, à titre gracieux, lors de manifestation ou en vue de maintenir le niveau de sécurité du site en cas de défaillance.

La liste des équipements par site figure en Annexe 1 page 19. Cette liste est donnée à titre indicatif². Le titulaire s'engage, au démarrage du marché, de procéder à un inventaire exhaustif et contradictoire des matériels à maintenir.

Le titulaire est également attendu sur toute action visant à améliorer l'état de santé du parc (repérage, mise en place de registre de sécurité si absent, documentation...) et sur son devoir de conseil.

3. Sites concernés – répartition géographique

Le présent marché couvre toutes les implantations de l'Office en France (Corse comprise). Sont donc concernés :

- Les services départementaux, localisés dans un bien propre ou non mais dont la maintenance des équipements est à la charge de l'ONaCVG ;

¹ Aucune intervention de dépannage ne peut être considérée comme une visite de maintenance préventive et par la même s'y substituer.

² Précision importante sur l'inventaire :

- Installation d'éclairage de sécurité : chaque bloc est compté comme une unité – les télécommandes ne sont pas inventoriées ;
- Système de sécurité incendie : l'ensemble de l'installation est considéré comme une unité et est donc comptée « 1 » dans le tableau. La centrale, les déclencheurs manuels, diffuseurs sonores, diffuseurs lumineux et/ou les détecteurs incendie ne sont pas individuellement dénombrés.

- Les bases des secteurs d'entretien des sépultures de guerre et leurs véhicules ;
- Les Hauts-lieux de la mémoire nationale.

Cette liste peut être revue à la hausse ou à la baisse à tout moment. Pour certaines entités, l'intégration au présent marché se fera à la fin du contrat localement en cours.

Ces implantations peuvent être classés comme établissements recevant du public (ERP), bâtiment code du travail, installation ouverte au public (IOP).

Les sites sont répartis en trois (3) lots géographiques comme suit :

LOT	Désignation du lot	Régions
LOT 1	Nord-Ouest / IDF	Ile-de-France, Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Centre – Val de Loire
LOT 2	Nord-Est	Hauts-de-France, Grand Est
LOT 3	Centre / Sud / Corse	Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse

L'Annexe 2 de la page 27 reprend les différents lots géographiques avec le nombre de matériels à maintenir.

4. Intervenants

Le suivi de l'exécution du marché est assuré par le conseiller de prévention.

L'interlocuteur du titulaire lors des interventions sur site est le responsable dudit site (soit le directeur du service départemental, le directeur du Haut-lieu de la mémoire nationale, le chef de secteur pour les bases des sépultures de guerre ou le chef du département de l'immobilier, des archives et des services communs pour le siège aux Invalides).

Les noms et les coordonnées de chaque interlocuteur seront transmis au titulaire dès la notification du marché.

Le titulaire s'engage à faire intervenir du personnel qualifié, apte aux tâches à exécuter, disposant des habilitations et autorisations nécessaires selon la réglementation en vigueur.

5. Déroulement des interventions

5.1. Horaires d'intervention

Les interventions, sauf cas particulier et sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, devront se dérouler pendant les périodes d'ouverture des bâtiments et sites :

- Biens propres et locations :
 - Du lundi au vendredi de 9h à 12h puis de 13h à 16h ;
- Hauts-lieux de la mémoire nationale :
 - Mont-Valérien et Île de la Cité : du lundi au vendredi de 9h à 12h puis de 13h à 17h,
 - CERD : du lundi au vendredi de 9h à 12h puis de 13h à 17h,
 - Prison de Montluc : du mardi au vendredi de 9h à 12h puis de 13h à 17h,
 - Mémorial des guerres d'Indochine : du lundi au vendredi de 9h à 12h puis de 13h à 17h,
 - Mémorial du débarquement et de la libération de Provence : du lundi au vendredi de 9h à 12h puis de 13h à 18h ;
- Bases des sépultures de guerre – en privilégiant la « basse saison » soit de novembre à mars :
 - Du lundi au vendredi de 9h à 12h puis de 13h à 16h.

5.2. Contraintes particulières

Certaines de nos implantations sont ou seront en travaux sur la durée du marché. Dans tous les cas, le titulaire ne devra pas pénétrer dans une zone travaux et devra respecter la signalétique.

Selon les cas, si nécessité, afin de prévenir les risques liés à la coactivité, une intégration au plan général de coordination (PGC) devra être réalisée avant intervention dans ces zones en travaux. Dans ce cas, le titulaire devra rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et le fournir au coordinateur sécurité et protection de la santé (CSPS). À défaut, un plan de prévention sera rédigé par l'assistant de prévention du site.

Nos sites accueillent du public (y compris des scolaires). Le titulaire veillera à baliser ses zones d'intervention par tous moyens physiques et à garder les locaux en ordre et propres. La diffusion de l'alarme générale pourra se faire en présence du public ; il conviendra de se coordonner avec le directeur du site.

Au moins quatre sites présentent des contraintes particulières pour l'exécution des prestations :

- Base de Coudun (60) : 3 trappes de désenfumage à des hauteurs importantes (entre 4 et 7 mètres) ;
- Base de Suippes (51) : un bloc autonome d'éclairage de sécurité est situé à une hauteur de plus de 3 mètres ;
- Mémorial des martyrs de la Déportation (83) : un bloc autonome d'éclairage de sécurité et l'ensemble des blocs autonomes d'alarme sonores de type SA sont à une hauteur supérieure à 3 mètres ;
- Prison de Montluc (69) : blocs autonomes d'éclairage de sécurité sont à une hauteur supérieure à 3 mètres.

5.3. Maintenance préventive

La maintenance préventive inclura pour chaque équipement et/ou matériel :

- Le changement des pièces détachées défectueuses ou à remplacer périodiquement, composants et consommables dont le montant est inférieur ou égal à 100 € HT par pièce ;
- La mise en place d'un registre de sécurité par site si nécessaire ainsi que son renouvellement le cas échéant ;
- L'inscription du détail de l'intervention réalisée sur le registre de sécurité et la rédaction d'un rapport d'intervention ;
- La mise à jour de l'inventaire du parc ;
- La rédaction et diffusion des inventaires et rapports de maintenance.

Le prix de la maintenance préventive est fixé dans le bordereau de prix unitaire par appareil. Il inclut l'ensemble des coûts liés à la bonne réalisation des prestations : main d'œuvre, la totalité des engins nécessaires à l'exécution des prestations, l'outillage, les produits nécessaires, le changement des pièces détachées défectueuses ou à remplacer périodiquement dont le coût total unitaire est inférieur ou égal à 100 € HT par pièce, la mise en place ou le renouvellement du registre de sécurité par site et selon les besoins locaux, la fourniture et diffusion de l'ensemble des documents et rapports, le coût d'élimination des déchets, garanties et toutes autres dépenses éventuelles.

En général, la maintenance préventive sera prévue par site et concernera l'ensemble des équipements présents sur le site. Le coût du déplacement par site est fixé dans le bordereau de prix unitaire.

Chaque intervention de maintenance préventive fera l'objet d'un bon de commande.

5.3.1. Descriptif des opérations de maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but d'assurer le bon fonctionnement des moyens concourant à la sécurité incendie.

Il veillera à s'attacher particulièrement pour chaque équipement et/ou matériel :

- À la bonne visibilité de l'appareil ;
- À son accessibilité ;
- À sa conformité ;
- Au contrôle de l'appareil et des organes le composant ;
- Au bon fonctionnement de l'appareil ;
- À toute proposition visant à améliorer l'état de santé du parc.

5.3.1.1. *Système de sécurité incendie*

Le titulaire devra réaliser l'ensemble de la maintenance telle que prévu par le constructeur de l'appareil une fois par an au minimum.

De façon générale :

- Inspection visuelle des installations ;
- Adéquation du système vis-à-vis des risques et de l'établissement ;
- Vérification fonctionnelle de l'ensemble des dispositifs installés – 100% des dispositifs doivent être testés :
 - Voyants du système de sécurité incendie,
 - Déclencheurs manuels : contrôle de l'état général et de l'implantation, vérification des fixations, essai de bon fonctionnement,

- Détecteurs automatiques d'incendie : contrôle de l'état général, nettoyage du socle et du détecteur, contrôle et resserrage des connexions filaires, essai de bon fonctionnement (contrôle du témoin lumineux du détecteur et de l'indicateur d'action – si existant),
- Diffuseurs sonores et lumineux : contrôle de l'état général, vérification des fixations, essai de bon fonctionnement (émission de l'alarme générale et activation des diffuseurs lumineux pendant au minimum cinq (5) minutes) ;
- Nettoyage et dépoussiérage de tous les éléments ;
- Vérification et remplacement des étiquettes ;
- Vérification et resserrage des connexions filaires ;
- Essai et simulation de dérangements ;
- Vérification de la bonne exécution de la mise en sécurité de l'immeuble et logique de cette dernière ;
- Alimentation :
 - Vérification de la source principale d'alimentation (isolation, tension, conducteur de protection, vérification des protections contre les contacts indirects et les surintensités),
 - Vérification de la source secondaire d'alimentation (protection, connexions, autonomie),
 - Vérifications des alimentations de sécurité et batteries (isolement électrique, tension et intensité, autonomie) ;
- Remplacement :
 - Des dispositifs non-fonctionnels à l'identique (ou par un produit compatible et approuvé par le constructeur du système de sécurité incendie) conforme aux normes et réglementations applicables,
 - Des batteries (tous les quatre (4) ans maximum ou moins selon la périodicité dictée par le constructeur) et des piles (tous les ans ou moins selon la périodicité dictée par le constructeur).
- Mise à jour de l'étiquette de contrôle (utilisation d'un stylo/marqueur indélébile).

À la fin de ces opérations, le système de sécurité incendie sera remis à l'état de veille par le titulaire.

Certains systèmes de sécurité incendie possèdent :

- Une fonction de compartimentage. Il conviendra de réaliser :
 - Vérification générale de l'élément,
 - Vérification de l'absence d'obstacle à la fermeture,
 - Examen du ou des vantaux (chocs, fixations, isolants/joints...),
 - Contrôle de la tension du ou des ferme portes et essais réels,
 - Vérification de l'état mécanique des pièces constituant l'installation : ventouse, ferme-porte, sélecteurs de vantaux... resserrage visserie et graissage éventuel,
 - Contrôle de la fermeture (temps de fermeture inférieur à trente (30) secondes, fermeture complète et totale) et des points de fixation, réglage, lubrification,
 - Contrôle des joints,
 - Nettoyage et dépoussiérage des éléments,
 - Vérification de la signalétique ;
- Un système de détection par aspiration. Il conviendra de réaliser :
 - La vérification du réseau de prélèvement,
 - Tester l'ensemble des tubes (fumée, débits),
 - Nettoyage des orifices et du réseau de prélèvement,
 - Remplacer le ou les filtres.

La prestation devra comprendre l'installation ou le remplacement de la signalétique « porte coupe-feu ne mettez pas d'obstacles à la fermeture » ou « porte coupe-feu à maintenir fermée ». Le texte sera blanc sur fond rouge. Cette inscription doit être durable dans le temps.

5.3.1.2. Extincteurs et douches portatives de sécurité

Le prestataire devra s'acquitter des vérifications et maintenances réglementaires concernant l'ensemble du parc de façon annuelle telles que prévues par le constructeur de chaque appareil.

Dans le cadre de ce marché aucun regroupement d'appareils (dans un local dédié ou au rez-de-chaussée d'un bâtiment) n'est prévu.

Le titulaire s'engage à fournir un appareil de prêt sur demande en cas de problème sur un équipement.

5.3.1.2.1. Concernant les appareils à pression auxiliaire

La prestation comprendra :

- Vérification de la présence de l'appareil ;
- Vérification de l'état général de l'appareil (corrosion, chocs, stries ou détérioration susceptibles de nuire au bon fonctionnement de l'extincteur et que la sérigraphie est conforme et lisible) ;
- Vérification de la présence de la signalétique ;
- Vérification de la numérotation (appareil, signalétique) ;
- Vérification de la date de mise en service ;
- Vérification de la sparklet par pesée avec comparaison à la tare indiquée dessus, date limite d'utilisation et remplacement si nécessaire ;
- Vérification et remplacement des joints ;
- Vérification de l'agent extincteur :
 - Appareil à poudre : fluidité de la poudre, mélange/décompactage/tamisage de la poudre,
 - Appareil à eau : niveau de l'eau, additif (remplacement et recharge si nécessaire) ;
- Vérification des organes d'émission (lance, pulvérisateur, gâchette, canne plongeante) et remplacement selon l'état ;
- Contrôle intérieur de la cuve (vérification de l'absence de corrosion, bosses, éraflures, stries ou détériorations du revêtement et vérification des soudures) ;
- Vérification du libre fonctionnement de l'aiguille et de l'état du ressort ;
- Remise en place de tous les éléments démontés, graissage si nécessaire ;
- Dépoussiérage et nettoyage de l'appareil ;
- Mise à jour de l'étiquette de contrôle (utilisation d'un stylo/marqueur indélébile) ;
- Pose d'un nouveau scellé. La couleur du scellé devra être différente chaque année.

La prestation devra également comprendre :

- Le changement de sparklet si nécessaire (masse différente de celle indiquée par le fabricant, date limite d'utilisation) ;
- La recharge en eau et/ou en additif ou en poudre si nécessaire ;
- La réinstallation de scellé si celui-ci est arraché par inadvertance ;
- La modification et/ou le remplacement de la numérotation des appareils et des supports existants si nécessaire ;
- L'installation ou la réinstallation de la signalétique si elle est absente et/ou détériorée.

La recharge complète d'un appareil percuté ou sa requalification au bout d'une durée de vie de dix (10) ans fera l'objet d'une prestation annexe sur devis afin de procéder à un échange standard ou à l'achat d'un nouvel appareil.

5.3.1.2.2. Concernant les appareils à pression permanente

La prestation comprendra :

- Vérification de la présence de l'appareil ;
- Vérification de l'état général de l'appareil (corrosion, bosses, stries ou détérioration susceptibles de nuire au bon fonctionnement de l'extincteur et que la sérigraphie est conforme et lisible) ;
- Vérification de la présence de la signalétique ;
- Vérification de la numérotation (appareil, signalétique) ;
- Vérification de la date de mise en service ;
- Vérification du diffuseur (flexible, tromblon, joint) et remplacement si nécessaire ;
- Si existant, vérification du nanomètre (l'aiguille doit être dans le vert) et vérification de la pression du nanomètre lui-même à l'aide d'un étalon ;
- Vérification de la masse de l'appareil par pesée et comparaison à la tare indiquée sur l'appareil ;
- Vérifications relatives aux équipements sous pression (date du dernier contrôle) ;
- Dépoussiérage et nettoyage de l'appareil ;
- Mise à jour de l'étiquette de contrôle (utilisation d'un stylo/marqueur indélébile) ;
- Pose d'un nouveau scellé. La couleur du scellé devra être différente chaque année.

Tous les cinq (5) ans, la maintenance approfondie des extincteurs à pression permanente eau et poudre devra être réalisée et comprendra :

- Remplacement de la charge ;
- Contrôle intérieur de la cuve (vérification de l'absence de corrosion, bosses, éraflures, stries ou détériorations du revêtement et vérification des soudures) ;
- Vérification des organes d'émission et bon fonctionnement de ces derniers ;
- Remplacement des joints et nettoyage interne de l'appareil et de ses équipements ;
- Remplissage et remise sous pression avec le gaz adapté et les consignes du constructeur ;
- Vérification de l'absence de fuite et de la pression de l'appareil.

NB : l'année de départ du délai des cinq (5) ans est celle de la fabrication de l'appareil. Pour un extincteur produit en 2020, la maintenance approfondie devra avoir lieu en 2025.

La prestation devra également comprendre :

- La réinstallation de scellé si celui-ci est arraché par inadvertance ;
- La modification et/ou le remplacement de la numérotation des appareils et des supports existants si nécessaire ;
- L'installation, la réinstallation de la signalétique si elle est absente et/ou détériorée.

La ré-épreuve n'est pas incluse dans le présent marché et fera l'objet d'un bon de commande particulier le cas échéant.

La recharge complète d'un appareil (masse différente de celle indiquée par le fabricant, appareil percuté...) fera l'objet d'une prestation annexe.

5.3.1.2.3. Douches portatives de sécurité

Le titulaire devra réaliser l'ensemble de la maintenance telle que prévu par le constructeur de l'appareil une fois par an au minimum (voir partie 5.3.1.2.1) en veillant au risque de contamination microbienne / changement de la solution de rinçage désinfectante.

5.3.1.3. Portes coupe-feu non asservies à un système de sécurité incendie

Le titulaire devra réaliser l'ensemble de la maintenance telle que prévu par le constructeur de la porte coupe-feu et/ou de son ferme-porte, une fois par an au minimum.

La prestation couvre :

- Vérification de l'absence d'obstacle à la fermeture ;
- Vérification de l'état général du ou des vantaux (chocs, fixations, isolants/joints...) ;
- Vérification de l'état mécanique des pièces constituant l'installation : ferme-porte, sélecteurs de vantaux... resserrage visserie et graissage éventuel ;
- Contrôle de la tension du ou des ferme portes et essais réels ;
- Test de bonne fermeture du ou des vantaux (fermeture complète en moins de trente (30) secondes, fermeture complète et totale) ;
- Vérification de la signalétique ;
- Nettoyage et dépoussiérage.

La prestation devra comprendre l'installation ou le remplacement de la signalétique « porte coupe-feu à maintenir fermée ». Le texte sera blanc sur fond rouge. Cette inscription doit être durable dans le temps.

5.3.1.4. Couvertures anti-feu

Le titulaire devra réaliser l'ensemble de la maintenance telle que prévu par le constructeur de l'objet une fois par an au minimum.

La prestation couvre :

- Vérification de la présence de l'équipement ;
- Vérification de l'état général de l'équipement (boîtier, couverture, lanières) ;
- Vérification de la présence de la signalétique et de la notice d'utilisation ;
- Dépliage de la couverture et vérification de son intégrité physique ;

- Remise en place de tous les éléments démontés selon les préconisations constructeur ;
- Dépoussiérage et nettoyage de l'équipement ;
- Mise à jour de l'étiquette de contrôle (utilisation d'un stylo/marqueur indélébile) ;
- Pose d'un nouveau scellé. La couleur du scellé devra être différente chaque année.

La prestation devra également comprendre :

- Le remplacement de la consigne d'utilisation si elle est absente et/ou détériorée ;
- La numérotation des équipements si nécessaire.

5.3.1.5. Éclairage de sécurité

5.3.1.5.1. Bloc autonome d'éclairage de sécurité

Le titulaire devra réaliser l'ensemble de la maintenance telle que prévu par le constructeur de l'appareil une fois par an au minimum.

La prestation couvre :

- Vérification de la présence de l'équipement (et de la logique du circuit d'évacuation) ;
- Vérification de l'état général de l'équipement (boîtier, ampoules, balisage) ;
- Vérification du passage correct à la position de fonctionnement en cas de défaillance de l'alimentation normale ;
- Efficacité de la commande de mise en position de repos à distance et de la remise automatique en position de veille au retour de l'alimentation normale et contrôle de la télécommande ;
- Vérification de l'autonomie (une (1) heure minimum) ;
- Vérification du bon allumage de l'ensemble des sources lumineuses ;
- Contrôle de l'état de la batterie ;
- Dépoussiérage et nettoyage de l'appareil ;
- Contrôle des connexions et branchements ;
- Mise à jour de l'étiquette de contrôle (utilisation d'un stylo/marqueur indélébile).

La prestation devra également comprendre :

- L'installation, la réinstallation de la signalétique si elle est absente et/ou détériorée ;
- Le remplacement des ampoules et des batteries le cas échéant ou la pose d'un nouveau bloc si cette solution est financièrement plus intéressante ;
- Le remplacement du bloc en cas de défaillance par un appareil équipé d'un système autonome de test intégré (SATI) ;
- La numérotation des équipements si nécessaire.

5.3.1.5.2. Bloc autonome portable d'intervention

Le titulaire devra réaliser l'ensemble de la maintenance telle que prévu par le constructeur de l'appareil une fois par an au minimum.

La prestation couvre :

- Vérification de la présence de l'équipement ;
- Vérification de l'état général de l'équipement (boîtier, ampoules, indicateur de charge, câble de chargement...) ;
- Contrôle de l'état de la batterie ;
- Vérification du passage correct à la position de fonctionnement en cas de défaillance de l'alimentation normale ;
- Vérification de l'autonomie (une (1) heure minimum) ;
- Vérification du bon allumage de l'ensemble des sources lumineuses ;
- Dépoussiérage et nettoyage de l'appareil ;
- Contrôle des connexions et branchements ;
- Mise à jour de l'étiquette de contrôle (utilisation d'un stylo/marqueur indélébile).

La prestation devra également comprendre :

- Le remplacement des ampoules et des batteries le cas échéant ou la pose d'un nouveau bloc si cette solution est financièrement plus intéressante ;
- La numérotation des équipements si nécessaire.

5.3.1.6. Désenfumage

Le titulaire devra réaliser l'ensemble de la maintenance telle que prévu par le constructeur de l'appareil une fois par an au minimum.

La prestation couvre :

- Vérification de l'état général de l'appareil ;
- Examen des vantaux ;
- Dépoussiérage et nettoyage du coffret de commande ;
- Contrôle de la course et tenue des verrouillages ;
- Contrôle de la tête du vérin et graissage des parties mobiles ;
- Vérification des ressorts d'ouvertures ;
- Contrôle du circuit pneumatique (conduite, fixations...) ;
- Contrôle des joints de raccord pneumatique ;
- Contrôle et réglage du verrou pneumatique ;
- Contrôle des déclencheurs avec ouverture de l'exutoire ;
- Contrôle des fixations de l'ensemble ;
- Contrôle de l'intégrité, de la date limite d'utilisation et de la masse des cartouches par comparaison à la tare inscrite dessus ;
- Mise à jour de l'étiquette de contrôle (utilisation d'un stylo/marqueur indélébile) ;
- Pose d'un nouveau scellé.

La prestation devra également comprendre :

- Le remplacement des verres dormants, des marteaux brise-glace et autres manivelles ;
- Le remplacement des cartouches de gaz ;
- La mise à disposition d'au minimum deux (2) cartouches de rechange par appareil ;
- La numérotation des équipements si nécessaire.

Les installations devront être remise en état de fonctionnement à la fin de la prestation.

Le prestataire aura à sa charge l'ensemble des moyens permettant d'accéder aux équipements en sécurité (échafaudage, nacelle, plate-forme individuelle roulante légère). L'utilisation d'échelle ou d'escabeau n'est pas autorisé³.

5.3.1.7. Interphonie de sécurité (espace d'attente sécurisé)

Le titulaire devra réaliser l'ensemble de la maintenance telle que prévue par le constructeur de l'appareil une fois par an au minimum.

La prestation couvre :

- Vérification de l'état général de l'appareil ;
- Test de l'appareil, vérification du bon fonctionnement de celui-ci et de la qualité du message émis (audibilité) ;
- Alimentation :
 - Vérification de la source principale (isolation, tension, conducteur de protection, vérification des protections contre les contacts indirects et surintensités) ;
 - Vérification des alimentations de sécurité et batteries (isolation, tension et intensité, autonomie) ;
- Remplacement des batteries tous les quatre (4) ans ou moins selon la périodicité dictée par le constructeur ;
- Vérification de la présence des consignes à proximité de l'interphone ;
- Nettoyage et dépoussiérage ;
- Mise à jour de l'étiquette de contrôle (utilisation d'un stylo/marqueur indélébile).

La prestation devra également comprendre :

- L'installation, la réinstallation de la signalétique si elle est absente et/ou détériorée ;

³ Article R4323-63 du code du travail « Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail [...]. »

- Le remplacement des batteries si nécessaire.

5.3.1.8. Poteaux incendie

Le titulaire devra réaliser l'ensemble de la maintenance telle que prévu par le constructeur de l'appareil une fois par an.

La prestation couvre :

- Vérification de sa bonne accessibilité ;
- Vérification de l'état général de l'installation (absence de fuites, chocs, corrosion, détériorations...) ;
- Présence et bon état du revêtement, de l'ancrage, du socle et de tous les éléments requis ;
- Libre accès aux raccords et le bon fonctionnement de ces derniers ;
- Bon fonctionnement du carré de manœuvre ;
- Ouverture de l'appareil et vérification de la présence d'eau ;
- Mesures de débit (à un (1) bar de pression et maximum) et pression (statique, dynamique, résiduelle) et comparaison aux exigences ;
- Nettoyage complet ;
- Présence de la signalisation.

La prestation devra également comprendre :

- L'installation ou la réinstallation de la signalétique si elle est absente et/ou détériorée.

5.3.2. Programmation des interventions pour la maintenance préventive annuelle

Dès la notification du marché, le titulaire établira un planning de maintenance de ses interventions par site en tenant compte des spécificités de celui-ci (voir paragraphe 5.1).

Pour la première année, les interventions devront être réalisées dès que possible.

Pour les années ultérieures, la période d'intervention sera choisie en concertation entre le responsable du site et le titulaire en tenant compte du fait que le délai entre deux visites périodiques d'un même appareil ne doit pas être inférieur à onze (11) mois ni supérieur à treize (13) mois, sauf demande expresse du représentant du pouvoir adjudicateur.

Ce planning prévisionnel de maintenance sera mis à jour au fur et à mesure à une périodicité qui ne pourra dépasser un mois. Le titulaire devra à la demande de l'ONaCVG faire un état précis d'avancement des prestations. En cas de retard, le représentant du pouvoir adjudicateur en sera averti et le titulaire devra être en mesure de s'organiser pour que tout retard soit résorbé au plus tard le mois suivant la prestation non effectuée.

Chaque intervention fera l'objet d'un bon de commande notifié au titulaire.

Le délai d'exécution de chaque intervention de maintenance sera fixé dans le bon de commande. À défaut, le délai d'exécution de chaque bon de commande ne pourra excéder vingt (20) jours ouvrés (du lundi au vendredi) à compter de la notification du bon de commande.

Chaque intervention devra obligatoirement être précédée d'une prise de rendez-vous avec le responsable du site afin de planifier une date et un horaire d'intervention.

Un délai minimum de soixante-douze (72) heures (jours ouvrés) devra être impérativement respecté entre la prise de rendez-vous et le jour d'intervention, sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur (voir 5.4.1.2 Intervention en urgence).

5.4. Maintenance corrective

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état des matériels ou équipements à la suite de diagnostic lors de la maintenance préventive, d'une défaillance, d'une dégradation, de la levée d'une observation du bureau de contrôle et/ou par la commission de sécurité et d'accessibilité pour les établissements recevant du public.

Le titulaire doit la fourniture et la pose de toutes les pièces détachées dont le remplacement est nécessaire pour permettre à l'équipement de conserver sa fonction et dont le coût d'achat au fournisseur (y compris avec les remises dont bénéficie le titulaire) est inférieur à 100€ HT par pièce.

Le titulaire devra intervenir :

- Pour tout dépannage et ou réparation des équipements non inclus dans la maintenance préventive ;
- Pour le remplacement total ou partiel des équipements défectueux ;
- Pour le remplacement des équipements périmés ou hors d'usage par des matériels neufs sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire aura à sa charge les opérations minimales suivantes :

- État des lieux de l'installation à son arrivée ;
- Diagnostic de défaillance de l'équipement ;
- La remise en service complète de l'équipement ;
- La mise en place de mesures conservatoires assurant le même niveau de sécurité le cas échéant.

Dans l'intervalle, le titulaire s'assurera que le niveau d'exigence en matière de sécurité incendie soit maintenu et conservé au même niveau dans l'attente d'une intervention, par le prêt d'appareils par exemple.

5.4.1. Intervention de maintenance corrective

5.4.1.1. *Intervention non urgente*

Une intervention peut être programmée suite au rapport de la visite de maintenance préventive ou sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Ces interventions feront l'objet d'une remise de proposition d'intervention chiffrée, dans les soixante-douze (72) heures qui suivent la constatation auprès du responsable du site.

Un bon de commande sera adressé, en retour, au titulaire pour la prise en compte de l'intervention.

Ces interventions seront planifiées en concertation avec le responsable du site et devront se dérouler pendant les jours et heures d'ouverture du site concerné.

Le remplacement des charges des extincteurs / douches portatives de sécurité devra être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

Les pièces détachées, consommables et composants des équipements ayant fait l'objet d'une homologation et/ou certification devront être remplacés par des composants compatibles permettant de conserver l'homologation et/ou la certification. De manière générale, toutes les pièces doivent impérativement être conforme aux prescriptions des constructeurs soit validés directement par ces derniers ou spécifiées comme compatibles.

Les déchets devront être éliminés conformément à la réglementation en vigueur – voir paragraphe 5.7.

Les interventions réalisées seront renseignées sur le registre de sécurité mis en place sur chaque site ou bâtiment et feront l'objet d'un rapport de visite.

5.4.1.2. *Intervention en urgence*

Elles sont consécutives à la défaillance du fonctionnement des installations. Elles ont pour but de réduire :

- La durée d'arrêt ou d'indisponibilité des installations ;
- Les conséquences, et d'une façon générale, les désordres qui s'en suivent ;
- Les risques encourus pour agents, pour le public et les installations.

Dans le cas où la sécurité des personnes et des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent afin de maintenir un niveau de sécurité équivalent et assure le dépannage.

Tout incident urgent sera signalé immédiatement au titulaire par le responsable du site. Il fera l'objet d'une analyse en commun, avec un rendez-vous sur place pour prise de décision rapide.

La proposition d'intervention chiffrée devra être transmise au responsable du site de façon dématérialisée au plus tard vingt-quatre (24) heures après la demande d'intervention.

Un bon de commande sera adressé, en retour, au titulaire pour la prise en compte de l'intervention.

L'intervention devra être réalisée au plus tard quatre (4) heures après que le titulaire ait été informé de l'incident.

Le dépannage par assistance à distance est proscrit.

5.5. Rédaction du dossier d'identité du système de sécurité incendie

Le titulaire du présent marché doit pouvoir proposer la création ou la mise à jour du dossier d'identité du système de sécurité incendie sur les sites où il est requis, absent ou non actualisé tel que prévu par la réglementation.

Cette prestation fera l'objet d'un devis séparé.

5.6. Complémentarité avec le bureau de contrôle

Le titulaire du présent marché doit pouvoir répondre favorablement à toute sollicitation du bureau de contrôle mandaté pour procéder aux divers contrôles des équipements.

5.7. Gestion des déchets

Au cours de la présente consultation, le titulaire veillera à produire le moins de déchets possible. Dans tous les cas, l'ensemble des déchets devra être éliminé conformément à la réglementation en vigueur ; les déchets dangereux et/ou électriques et électroniques devront être séparés des autres et feront l'objet d'un suivi strict au travers l'émission d'un bordereau de suivi de déchets dangereux.

L'enlèvement et l'élimination des anciens extincteurs / douches portatives de sécurité, pièces non réutilisables, charges remplacées ou résidus seront récupérés par le titulaire conformément aux dispositions des articles L541-10-8, L541-10-1 et R541-160 du code de l'environnement.

Aucun stockage sur site, même de courte durée, ne sera toléré ni même une évacuation d'un quelconque objet dans la filière d'élimination des déchets en place sur l'entité visitée. Tout rejet à l'égout est également proscrit.

Le titulaire s'engagera, à chaque fois que cela est possible, à réduire, réutiliser (réemploi, réparation), recycler ou valoriser énergétiquement l'ensemble des déchets.

6. Livrables, rapports d'intervention, espace de travail en ligne

6.1. Étiquettes

Le technicien apposera, après la maintenance, sur chaque appareil et équipement maintenu une étiquette mentionnant la date de la maintenance, le nom du technicien ayant réalisé cette dernière et le numéro du rapport de maintenance correspondant.

L'étiquette doit être durable et renseignée par un stylo/marqueur indélébile.

6.2. Registre de sécurité et rapport d'intervention

À chaque intervention, le technicien veillera à compléter le registre de sécurité du site avec les éléments suivants :

- Date de passage ;
- Détail des travaux réalisés (et pas uniquement la mention « voir rapport ») ;
- Remarques importantes / conclusion ;
- Cachet de l'entreprise, nom et signature du technicien.

Outre l'inscription dans chaque registre de sécurité, le titulaire devra fournir à la fin de chaque intervention un rapport de visite comprenant le détail des prestations réalisées (matériel maintenu, remplacement des pièces...). Ce dernier sera annexé au registre de sécurité et envoyé par voie électronique au chef de l'entité concerné dans les sept (7) jours à compter du lendemain de la date d'intervention.

Ce rapport mentionnera au minimum :

- Le site concerné ;
- La date d'intervention ;
- Le nom de la société et du personnel intervenant ;
- La nature de l'intervention et les appareils concernés ;
- Les références réglementaires de la maintenance ;
- Le détail des prestations réalisées ;

- Les points de vérification contrôlés et les écarts constatés ;
- Les anomalies et usures constatées par appareil ;
- Les risques de détérioration et leur échéance ;
- Les préconisations et actions correctives à mener avec les délais à respecter ;
- Les préconisations et actions corrective à envisager avec les délais à respecter ;
- Une signature.

Pour les rapports établis suite à maintenance corrective, le technicien ajoutera les éléments suivants :

- Résumé et la chronologie des échanges entre l'Office et le titulaire ;
- État du parc, de l'installation, de l'appareil à l'arrivée du technicien ;
- Les différentes pistes ayant conduit au défaut constaté ;
- La logique de réparation ;
- L'état du système au départ du technicien.

6.3. Rapport annuel de maintenance

Chaque année (N), le titulaire livrera, au plus tard le 31 janvier de l'année suivante (N+1), un unique rapport annuel de maintenance. Ce rapport mentionnera au minimum les éléments suivants :

- Les interventions réalisées classées par type ;
- Une statistique des pannes, des anomalies constatées à l'occasion des visites ;
- La nature de tout ce qui n'est pas conforme ;
- Un état des pièces, matériels et équipements remplacés ;
- L'état de la levée des observations émises par notre bureau de contrôle et/ou par la commission de sécurité et d'accessibilité pour les établissements recevant du public ;
- Le suivi du planning de maintenance de l'année écoulée et le planning de maintenance pour l'année suivante ;
- Le détail des travaux à prévoir ;
- L'inventaire avec les dates des dernières maintenances.

Le rapport annuel de maintenance sera à remettre au format numérique au conseiller de prévention et à l'inspecteur santé et sécurité au travail de l'établissement.

6.4. Dossier d'identité du système de sécurité incendie

Une version papier sera à produire et à installer à proximité du système de sécurité incendie. Une copie numérique sera envoyée au conseiller de prévention et à l'inspecteur santé-sécurité au travail.

6.5. Inventaire

A l'occasion de l'intervention de maintenance préventive réalisée par site, le titulaire procédera :

- La première année du marché, à l'inventaire des équipements par site ;
- À sa mise à jour en cas d'achat de matériel neuf ;
- Les années suivantes, à l'actualisation de cet inventaire.

L'inventaire unique consolidé sera fourni, par voie électronique, au plus tard à la fin de l'année civile de notification du marché.

À l'issue du marché, le titulaire devra remettre un inventaire exhaustif de nos équipements, un bilan de ses actions sur la durée du marché ainsi que le détail des travaux à prévoir sur les cinq prochaines années.

L'ensemble des inventaires (unique et de fin de marché) seront remis dans un format numérique permettant facilement sa modification, l'extraction et le tri des données.

L'inventaire comportera au minimum les éléments suivants :

- Système de sécurité incendie :
 - Emplacement,
 - Marque,
 - Modèle,
 - Catégorie,

- Année de fabrication,
- Date du changement de la batterie,
- Date de la dernière maintenance,
- Le nombre d'équipements reliés ainsi que leur emplacement, marque / modèle de ces derniers ;
- Extincteurs et douches portatives de sécurité :
 - Emplacement,
 - Numéro,
 - Marque,
 - Modèle,
 - Type,
 - Contenance,
 - Année de fabrication,
 - Date de la dernière maintenance ;
- Porte coupe-feu non asservie au système de sécurité incendie avec ferme-porte :
 - Emplacement,
 - Numéro,
 - Marques,
 - Modèles,
 - Classification REI,
 - Date de la dernière maintenance ;
- Couverture antifeu :
 - Emplacement,
 - Marque,
 - Modèle,
 - Date de la dernière maintenance ;
- Éclairage de sécurité :
 - Bloc autonome d'éclairage de sécurité :
 - Emplacement,
 - Numéro,
 - Marque,
 - Modèle,
 - Date de fabrication,
 - Date de production de la batterie,
 - Batterie remplaçable ou non,
 - Date de la dernière maintenance,
 - Type et technologie embarquée (incandescence, LED, SATI...) ;
 - Bloc autonome portable d'intervention :
 - Emplacement,
 - Numéro,
 - Marque,
 - Modèle,
 - Date de production de la batterie,
 - Batterie remplaçable ou non,
 - Date de la dernière maintenance ;
 - Télécommande :
 - Emplacement,
 - Marque,
 - Modèle,
 - Date de la dernière maintenance ;
- Désenfumage :
 - Emplacement,
 - Numéro,
 - Marque,
 - Modèle,

- Nombre d'ouvrants,
- Masse de la cartouche de CO₂,
- Date de la dernière maintenance ;
- Télécommande :
 - Emplacement,
 - Marque,
 - Modèle,
 - Date de la dernière maintenance ;
- Interphonie de sécurité
 - Emplacement,
 - Marque,
 - Modèle,
 - Date de la dernière maintenance ;
- Poteaux incendie :
 - Emplacement précis (et coordonnées GPS),
 - Numéro,
 - Marque,
 - Modèle,
 - Débit,
 - Date de la dernière maintenance.

Chacun des équipements sera regroupé par entité et adresse.

Le coût de ces prestations ne donnera pas lieu à un paiement spécifique. Le coût est compris dans le prix unitaire de maintenance préventive par appareil prévu au bordereau de prix unitaire.

6.6. Espace de travail en ligne

Les livrables seront mis à disposition sur un espace de travail en ligne sécurisé (*extranet*) permettant aux agents de l'ONaCVG d'y accéder (chef de l'entité, acteur de la prévention, cheffe du département des achats...). Le système devra permettre une extraction de masse des livrables.

Cette plateforme peut également servir à la prise de rendez-vous et au suivi du planning de maintenance.

7. Fourniture et pose d'équipements neufs

Le titulaire devra la fourniture et la pose de matériels neufs à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le prix de ces équipements est prévu dans le bordereau de prix unitaire.

Lors de l'intervention de mise en place des appareils, le titulaire fournira un bon de livraison au responsable du site accompagné de l'ensemble de la documentation technique, des fiches techniques et notices des appareils.

Toutes les opérations de chargement et de déchargement feront l'objet d'un protocole de sécurité tel que prévu aux articles R4515-4 à R4515-11 du code du travail.

Lors du remplacement d'extincteurs de volume d'agent extincteur égal à 9 L ou de masse égale à 9 kg, le titulaire proposera, si nécessaire, l'installation de deux appareils de 6 L ou de 6 kg qui sont plus facilement manipulables. La même logique sera appliquée aux douches portatives de sécurité.

Le titulaire mettra à jour l'inventaire et fera mention de tout changement sur le registre de sécurité du site concernant l'installation d'un nouvel appareil (rubrique « recensement des moyens d'extinction » – ou équivalent).

Le cas échéant, le titulaire devra procéder également à l'enlèvement et la destruction du matériel remplacé *via* la filière d'élimination réglementairement adaptée conformément au paragraphe 5.7.

L'ensemble des équipements fournis devra être conforme à la réglementation et aux normes en vigueur.

Le matériel fourni fera l'objet d'une garantie minimale de deux ans (pièces, main d'œuvre et déplacement).

Annexe 1. Liste du matériel

Précision importante sur l'inventaire :

- L'inventaire est fourni à titre indicatif : il peut être revu à la hausse comme à la baisse à tout moment ;
- Pour certains sites, l'intégration au présent marché se fera à la fin du contrat localement en cours ;
- Installation d'éclairage de sécurité : chaque bloc est compté comme une unité – les télécommandes ne sont pas inventoriées ;
- Système de sécurité incendie : l'ensemble de l'installation est considéré comme une unité et est donc comptée « 1 » dans le tableau. La centrale, les déclencheurs manuels, diffuseurs sonores, diffuseurs lumineux et/ou les détecteurs incendie ne sont pas individuellement dénombrés.

Régions	Numéro de département	Type entité	Entité	Nom	Adresse	Surface (m²) à titre indicatif uniquement	Extincteurs eau 6L	Extincteurs eau 9L	Extincteurs poudre 1-2-3 kg	Extincteurs poudre 6kg	Extincteurs poudre 9kg	Extincteurs CO ₂ 2kg	Extincteurs CO ₂ 5 kg	Système de sécurité incendie	Douche portative de sécurité 6L	Douche portative de sécurité 9L	Couverture anti-feu	Éclairage de sécurité	Désenfumage	Poteaux incendie	Interphonie de sécurité
Auvergne-Rhône-Alpes	1	SD	SD01	Service départemental de l'ONaCVG de l'Ain	21 rue Pasteur, 01000 Bourg-en-Bresse		2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Auvergne-Rhône-Alpes	26	Secteur	Secteur Villeurbanne	Base de Vassieux	Nécropole Nationale de Vassieux-en-Vercors, intersection D76 et D178, 26420 Vassieux-en-Vercors		1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	4	0	0	0
Auvergne-Rhône-Alpes	38	SD	SD38	Service départemental de l'ONaCVG d'Isère	26 rue du Colonel Dumont, 38000 Grenoble		3	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	5	0	0	0
Auvergne-Rhône-Alpes	69	HLMN	HLMN-Prison de Montluc	Mémorial National de la Prison de Montluc	4 rue Jeanne Hachette 69003 Lyon	2400	16	0	0	1	0	4	0	1	0	0	0	32	2	0	0
Auvergne-Rhône-Alpes	69	Secteur	Secteur Villeurbanne	Nécropole nationale de la Doua	30 avenue Albert Einstein, 69100 Villeurbanne	405	1	0	0	0	2	1	0	1	0	0	1	4	0	0	0
Auvergne-Rhône-Alpes	69	SD	SD69	Véhicule DIR CLR SD69			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Auvergne-Rhône-Alpes	69	Secteur	Secteur Villeurbanne	Véhicule chef de secteur Villeurbanne		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Auvergne-Rhône-Alpes	73	SD	SD73	Service départemental de l'ONaCVG de la Savoie	8 place du Château, 73000 Chambéry		2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0
Bourgogne-Franche-Comté	21	SD	SD21	Véhicule DIR CLR SD21			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourgogne-Franche-Comté	25	Secteur	Secteur Raon-Colmar	Base de Rougemont	Chemin de Montferney, 25680 Rougemont	15	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourgogne-Franche-Comté	70	SD	SD70	Service départemental de l'ONaCVG de la Haute Saône	12 rue Presles, 70000 Vesoul		2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0
Bourgogne-Franche-Comté	89	SD	SD89	Service départemental de l'ONaCVG de l'Yonne	136 rue de Paris, 89000 Auxerre		2	1	0	1	0	1	0	1	0	0	0	5	0
Bourgogne-Franche-Comté	90	Secteur	Secteur Raon-Colmar	Base de Belfort	Avenue de Laurencie, 90000 Belfort	20	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bretagne	22	SD	SD22	Service départemental de l'ONaCVG de la Côte d'Armor	4 Rue Nicolas Copernic, 22950 Trégueux		2	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Bretagne	29	SD	SD29	Service départemental de l'ONaCVG du Finistère	2 rue de Salonique, 29000 Quimper		3	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	3	0
Bretagne	35	SD	SD35	Véhicule DIR CLR SD35			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bretagne	56	Secteur	Secteur Tours	Base Sainte Anne D'auray	Route de Pluvigner, 56400 Sainte Anne d'Auray	12	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre-Val de Loire	37	Secteur	Secteur Tours	Véhicule chef de secteur Tours			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre-Val de Loire	45	SD	SD45	Service départemental de l'ONaCVG du Loiret	4 rue Marcel Proust, 45000 Orléans		2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Centre-Val de Loire	45	SD	SD45	Véhicule DIR CLR SD45			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Corse	2A	SD	SD2A	Véhicule DIR CLR SD2A			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Corse	2B	SD	SD2B	Service départemental de l'ONaCVG de Haute Corse	Ancienne gendarmerie, Lieu-dit Pretraolo, 20215 Vescovato		3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Grand-Est	8	Secteur	Secteur Suippes	Base de Balan	22 rue Poupart de Neuflize, 08200 Balan	478	0	0	1	2	2	0	0	0	0	1	1	0	0	0
Grand-Est	51	Secteur	Secteur Suippes	Base de Suippes	Quartier Foch, Camp de Suippes, Bâtiment 029, 51600 Suippes	621	0	0	6	0	5	0	0	1	0	3	2	10	0	0
Grand-Est	51	Secteur	Secteur Suippes	Ossuaire de Navarin	RD 977 (entre Souain et Sommepey-Tahure) 51600 Souain-Perthes-les-Hurlus		2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	3	0	0
Grand-Est	51	Secteur	Secteur Suippes	Base de Dormans	Allée du cimetière militaire, 51700 Dormans	93	0	0	1	4	1	0	0	0	0	3	2	0	0	0
Grand-Est	51	Secteur	Secteur Suippes	Base de Fismes	Avenue de la gare, cellule Q2 , 51170 Fismes	230	0	0	0	3	3	0	0	0	0	2	3	2	0	0
Grand-Est	51	Secteur	Secteur Suippes	Base de Cormicy	Cimetière Militaire, Route Nationale 44, Lieu dit « La maison bleue », 51220 Cormicy	103	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grand-Est	51	Secteur	Secteur Suippes	Base de Sillery	Nécropole Nationale, Route de Chalons, 51500 Sillery	25	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grand-Est	51	Secteur	Secteur Suippes	Base de Mourmelon-le-Grand	Base de Mourmelon, Nécropole nationale, 51400 Mourmelon-le-Grand	20	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grand-Est	51	Secteur	Secteur Suippes	Base de Chalons-en-Champagne	Carré militaire de l'Est, Rue Kellermann, 51000 Chalon-en-Champagne	22	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grand-Est	51	Secteur	Secteur Suippes-Verdun	Véhicule chef de secteur Suippes-Verdun			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grand-Est	52	Secteur	Secteur Suippes	Base de Fere-Champenoise	Nécropole Nationale, Rue de la Haute-	28	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

[illegible]

Hauts-de-France	2	Secteur	Secteur Suippes	Base de Soupir 1	Nécropole Nationale, 6 route de Soissons, 02160 Soupir	55	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	59	Secteur	Secteur Suippes	Base de Dunkerque	Route de Steadam, 59140 Dunkerque	19	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	59	Secteur	Secteur Suippes	Base de Zuydcoote	Rue des crevettes, 59123 Zuydcoote	22	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	59	Secteur	Secteur Suippes	Base d'Assevent	Avenue du Maréchal Delattre, 59600 Assevent	24	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	59	SD	SD59	Véhicule DIR CLR SD59			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	60	Secteur	Secteur Bray	Base de Coudun	ZA le Gramont, 30 rue du Gramont, 60150 Coudun	695	2	0	0	1	5	3	0	T	0	0	2	4	1	0
Hauts-de-France	60	Secteur	Secteur Bray	Véhicule Coudun	Kangoo DJ-436-DN	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Hauts-de-France	60	Secteur	Secteur Bray	Véhicule Coudun	Master FM-098-TY	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Hauts-de-France	60	Secteur	Secteur Bray	Véhicule Coudun	Master DW-010-RP	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Hauts-de-France	60	Secteur	Secteur Bray	Base de Compiègne	Rue Saint Joseph, 60200 Compiègne	21	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	62	Secteur	Secteur Bray	Base de NDL	Nécropole nationale de Notre-Dame de Lorette, 41 rue Blanche Voie, 62153 Ablain-Saintt-Nazaire	102	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Hauts-de-France	62	Secteur	Secteur Bray	Tour lanterne	Nécropole nationale de Notre-Dame de Lorette, 41 rue Blanche Voie, 62153 Ablain-Saintt-Nazaire	144	1	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	13	0	0
Hauts-de-France	62	Secteur	Secteur Bray	Chapelle	Nécropole nationale de Notre-Dame de Lorette, 41 rue Blanche Voie, 62153 Ablain-Saintt-Nazaire	700	3	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	11	0	0
Hauts-de-France	62	Secteur	Secteur Bray	Véhicule NDL	Clio EX-696-AE	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Hauts-de-France	62	Secteur	Secteur Bray	Véhicule NDL	Master DW-231-KZ	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	80	Secteur	Secteur Bray	Base de Bray	Rue d'Étinehen - Zone artisanale - 80340 - Bray-sur-Somme	345	2	0	1	2	0	1	0	T	0	0	2	2	0	0	0
Hauts-de-France	80	Secteur	Secteur Bray	Base de Rancourt	Route nationale D1017, 80360 Rancourt	27	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	80	Secteur	Secteur Bray	Véhicule Bray	Kangoo EX-607-BJ	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	80	Secteur	Secteur Bray	Véhicule Bray	Master FM-030-TY	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	80	Secteur	Secteur Bray	Véhicule Bray	Master DW-793-GF	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	80	Secteur	Secteur Suippes	Base de Condé-Folie	Rue du 22e RMVE, 80890 Condé-Folie	18	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Île-de-France	75	Siège	Direction générale	DG-Paris	129 rue de Grenelle, 75007 Paris		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59	0	0	5
Île-de-France	75	HLMN	HLMN-Mémorial des martyrs de la Déportation	Mémorial des Martyrs de la Déportation	Square de l'Île de France - Pont de l'Archevêché - 75004 Paris	479	5	0	0	0	0	5	0	2	0	0	0	17	0	0	0
Île-de-France	75	SD	SD75	Véhicule DIR CLR SD75			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Île-de-France	92	HLMN	HLMN-Mont Valérien	Mémorial du Mont-Valérien	1 avenue du professeur Léon Bernard 92150 Suresnes	433	8	0	0	2	0	5	0	1	0	0	1	32	1	1	0
Île-de-France	94	Secteur	Secteur Tours	Ossuaire franco-allemand	47 rue du Monument, 94500 Champigny-sur-Marne	140	4	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	2	0	0	0
Normandie	14	Secteur	Secteur Tours	Base de Langannerie	Cimetière militaire Polonais Urville-Langannerie, RD 131, Route d'Urville, 14190 Grainville-Langannerie	98	1	0	1	3	0	1	1	T	0	0	0	0	0	0	0
Normandie	76	SD	SD76	Véhicule DIR CLR SD76			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Aquitaine	16	Secteur	Secteur Bordeaux	Base de Chasseneuil	Nécropole nationale de Chasseneuil, D27, 16260 Chasseneuil-sur-Bonnieure	157	1	0	1	2	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0

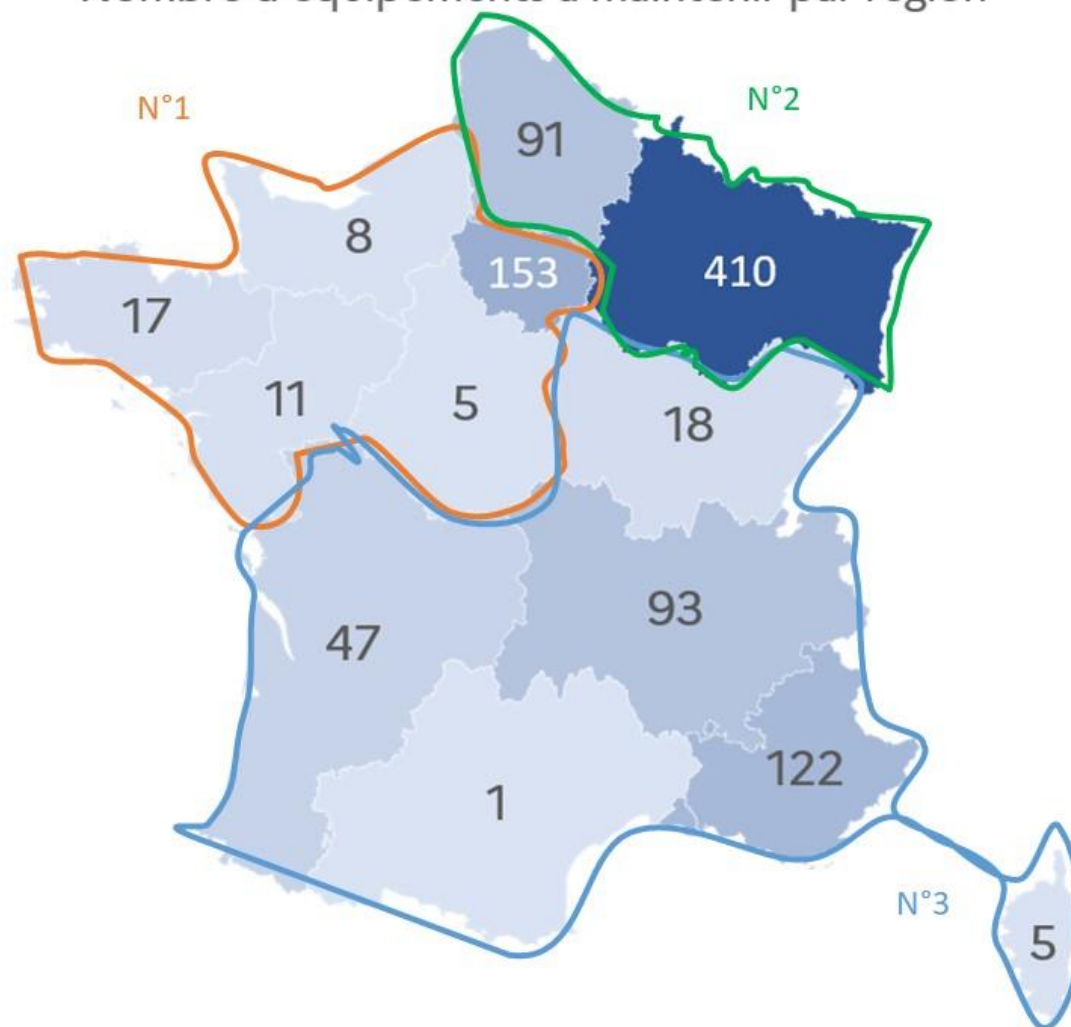
Nouvelle-Aquitaine	33	SD	SD33	Service départemental de l'ONaCVG de la Gironde	Espace Rodesse, 105 rue Belleville, 33000 Bordeaux		5	0	0	0	0	4	0	1	0	0	0		0	0	0
Nouvelle-Aquitaine	33	SD	SD33	Véhicule DIR CLR SD33		0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Aquitaine	33	Secteur	Secteur Bordeaux	Véhicule chef de secteur Bordeaux			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Aquitaine	86	Secteur	Secteur Raon-Colmar	Base de Colmar	Quartier Walter, 2 rue des Belges, 68000 Colmar		0	0	5	2	0	0	0	0	0	3	1	0	0	0	0
Nouvelle-Aquitaine	86	SD	SD86	Service départemental de l'ONaCVG de la Vienne	14 rue Charles Gide, 86000 Poitiers		3	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	12	0	0	0
Occitanie	31	SD	SD31	Véhicule DIR CLR SD31			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays de la Loire	44	SD	SD44	Service départemental de l'ONaCVG de la Loire Atlantique	2 rue du Château de l'Eraudière, Immeuble Le Montana B, 44000 Nantes		5	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	3	0	0	0
Pays de la Loire	44	SD	SD44	Véhicule DIR CLR SD44			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	SD	SD06	Service départemental de l'ONaCVG des Alpes Maritimes	6 avenue Maréchal Foch, 06000 Nice		2	1	0	2	0	1	0	1	0	0	0	6	0	0	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	Secteur	Secteur Marseille	Base de Luynes	Nécropole nationale de Luynes, 2260 rue Nicolas Ledoux, 13290 Les Milles	91	4	0	0	2	2	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	SD	SD13	Service départemental de l'ONaCVG des Bouches du Rhône	12 - 16 avenue Jules Cantini, 13006 Marseille		8	0	1	0	0	1	1	1	0	0	0	13	0	0	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	SD	SD13	Véhicule DIR CLR SD13			0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	83	HLMN	Mémorial des guerres en Indochine	Mémorial des guerres d'Indochine	862 avenue du Général Calliès - 83600 Fréjus	232	3	0	2	3	1	6	0	1	0	0	1	19	0	0	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	83	Secteur	Secteur Marseille	Base de Saint-Mandrier	Nécropole nationale de Saint-Mandrier, Route du Cap Cepet,	56								T							0

[illegible]

T : détecteur automatique d'incendie couplé au système anti-intrusion

Annexe 2. Répartition des lots géographiques et du nombre de matériel à maintenir

Nombre d'équipements à maintenir par région



Optimisé par Bing
© GeoNames, Microsoft, TomTom